

CROIRE AU
CONTRE-POUVOIR

Expressions

Solidaires

Journal de l'Union syndicale Solidaires

Numéro 104 - mai 2022 - 1 euro

Pour contacter :
le secrétariat national
contact@solidaires.org

l'équipe de communication
communication@solidaires.org

les informations générales

**le nouveau site est arrivé :
solidaires.org**

Les codes d'accès à la partie interne sont à récupérer auprès des Solidaires départementaux ou des syndicats nationaux.

La formation nationale (CEFI)
solidaires.org/Le-CEFI

Les utopiques, revue de réflexion de Solidaires
www.lesutopiques.org

La petite boîte à outils sur les conditions de travail
la-petite-boite-a-outils.org

La liste et les contacts des syndicats
solidaires.org/se-syndiquer/les-syndicats

La liste et les contacts des Solidaires locaux
solidaires.org/se-syndiquer/les-solidaires-locaux



Et voir sur le site :

Expressions Solidaires sur
solidaires.org/sinformer-et-agir/
[les-journaux-et-bulletins/](http://solidaires.org/les-journaux-et-bulletins/)
[expressions-solidaires/](http://solidaires.org/expressions-solidaires/)

Journal de lutte à lire, à partager et à coller !

Journal trimestriel édité par l'Union Syndicale Solidaires
Rédaction : 31 rue de la Grange aux Belles, 75010 PARIS
Directrice de publication : **Murielle Guilbert**
Coordination générale du numéro : **Simon Duteil et Julie Ferrua**
Coordination graphique : **Anaïs Enjalbert**
Secrétariat de rédaction : **Evelyne Ngo**
Graphisme : **Atelier du bonjour**
Imprimerie : **Rotographie, Montreuil-sous-Bois (93) - imprim'vert**

N°CPPAP : 1 023 S 05397
Dépôt légal : à parution



LA LUTTE ANTIRACISTE EST UNE LUTTE SYNDICALE !

Le 19 mars dernier, nous étions près de 10 000 à marcher ensemble à Paris contre le racisme et les violences policières, judiciaires et pénitentiaires! Nos camarades sans-papiers en grève du Coudray-Montceaux, Gennevilliers et Alfortville ont ainsi donné le ton d'un cortège festif, dans lequel travailleurs-euses, étudiant-es et retraité-es ont donné de la voix pour faire entendre nos revendications. Solidaires continue à réclamer avec force la régularisation immédiate des sans-papiers, la fin des politiques discriminatoires et la liberté d'installation et de circulation pour chacun-e. Le combat antiraciste contre l'exploitation des travailleur-euses sans-papiers, c'est aussi celui contre la précarisation par la sous-traitance en cascade et pour le respect de nos droits. *« Les camarades sans-papiers sont sorti-es de l'ombre. Un peu plus de lumière ne leur ferait pas de mal. »*



GRÈVER PLUS

pour travailler moins !

Depuis plusieurs mois, les agent-es du département RDS de la RATP (Réseau De Surface, qui regroupe tous les agent-es du pôle Bus) sont mobilisé-es contre l'ouverture prochaine à la concurrence et la destruction de leurs conditions de travail. C'est un gros dossier, car à partir du 1^{er} juillet, ils et elles vont devoir bosser 40 minutes de plus par jour, auront une baisse de salaire, 6 jours de repos en moins, en bref des conditions de travail énormément dégradées. La dernière grosse journée de grève, le 25 mars dernier, a été une vraie réussite: au pôle Bus il y a eu plus de 70 % de grévistes, dans ce secteur là c'est du jamais vu depuis très longtemps ! Ils et elles remettent ça les 23, 24 et 25 mai: journées noires annoncées, pas un bus, pas un tramway ces jours-là !
solidaires-grouperatp.org
FB: **[@solidairesratp](https://www.facebook.com/solidairesratp)**

RENCONTRE de syndicalistes du monde entier !

Du 21 au 24 avril 2022, le Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttes s'est réuni à Dijon. 52 délégué-es ont été empêchées de nous rejoindre par refus de visas du gouvernement français. Cette rencontre a réuni 26 délégations de 16 pays d'Amérique latine, d'Europe, d'Afrique et d'Asie. De riches échanges sur le syndicalisme combatif que nous partageons ont eu lieu sur des thématiques telles que le féminisme, l'antiracisme, l'écologie ou la répression. Le manifeste a été actualisé et toutes les délégations sont reparties très motivées pour continuer à construire un syndicalisme de lutte internationaliste et anticapitaliste!
urlz.fr/igmH

DELIVEROO condamné, victoire pour le monde du travail !

« Si là, j'accepte une commande sans bouger et que j'attends quinze minutes, ils vont m'appeler. Le vrai patron, c'est mon téléphone. » (Lenni, livreur de la plateforme) L'Union syndicale Solidaires était

partie civile dans ce procès, avec la Fédération SUD Commerces et Services, et SUD Commerces et Services IDF, et se félicite de ce jugement. Cette condamnation historique ouvre la voie à d'autres procès, au pénal mais aussi au civil, où des milliers de livreurs vont pouvoir demander une réparation financière. La justice, en reconnaissant le lien de subordination entre la plateforme et les livreur-euses, envoie le message qu'il n'est plus possible d'utiliser le statut d'indépendant-e de manière frauduleuse: c'est du travail dissimulé. C'est une décision très importante qui va peser dans le rapport de force à échelle européenne, où les plateformes ont encore trop tendance à penser qu'elles peuvent tranquillement piétiner la loi. Enfin, c'est aussi un message envoyé au gouvernement français: il faut cesser l'ubérisation. Le gouvernement doit changer de direction et adapter la loi au jugement qui vient d'être rendu. Il est temps de respecter les règles du jeu.

pour les procédures, toujours en cours, engagées par les AESH afin d'obtenir elles-mêmes aussi le droit au versement de cette prime.

URGENCES D'ORLÉANS

au fond du gouffre !

« Vous souvenez-vous... » ainsi commence le courrier que nous avons écrit au bord du gouffre pour expliquer nos burn-out... La fermeture du service des urgences a été actée depuis fin mars: nous sommes 79 infirmières sur 80 et 20 aides soignantes sur 40 en arrêt de travail... (toutes en attente de reconnaissance de burn-out). Parce qu'il est humainement impossible à digérer pour des soignant-es épris-es d'empathie de faire attendre des patient-es pendant 4 jours sur un brancard avant de trouver un lit d'hospitalisation. Parce qu'il est impossible de gérer entre 15 et 20 patient-es par soignant-es

semaine de réouverture des lieux culturels, avec encore plus de violence, la direction acte que sa carrière de comédienne est finie. Elle est licenciée en novembre 2021 pour « inaptitude d'origine professionnelle ». Après enquête, l'Inspection du travail dénonce mise en danger, harcèlement et discrimination. Un procès au pénal est maintenant engagé. Jamila mène aussi une attaque aux Prud'hommes avec Sud Culture et Solidaires 93. Force et courage Jamila! Soutenons-la!
contact@solidaires93.org

MOBILISATION des ATSEM à Toulouse

Après avoir dégradé les conditions de travail des ATSEM (agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles) dans le cadre de la mise en place les 1 607 heures, la mairie de Toulouse a tenté d'imposer une mobilité forcée aux agent-es qui n'auront pas eu satisfaction à leurs vœux en les obligeant à devenir chargée d'animation ou chargée d'inclusion (ce qui n'est pas leur formation) ou volante. La mairie voulait aussi en profiter pour supprimer 200 postes d'ATSEM par un tour de passe passe à peine voilé. Les 25 mars et 1^{er} avril, les ATSEM se sont donc mises en grève et 90 % des écoles ont été fermées. « Si cela est si simple de changer de métier, que les élu-es montrent l'exemple ». La mairie a reculé sur certains points. Le mouvement se tient prêt à repartir.

UKRAINE Appel aux dons

Un premier convoi du Réseau Syndical International de Solidarité et de Lutte avec des camarades de Solidaires revient de Lviv en Ukraine. Julien qui faisait partie de la délégation pour Solidaires témoigne: « Il y a une semaine, nous arrivions sur le sol ukrainien à Lviv. Je n'arrive pas à encore à exprimer tout ce que j'ai ressenti durant ce convoi de solidarité internationale. L'un des moments forts est ma rencontre avec Olexander - membre du syndicat libre des cheminot-es d'Ukraine. Une chose est sûre: amplifier cette solidarité directe avec les travailleuses et travailleurs d'Ukraine par tous les moyens sera l'un de mes engagements syndicaux de ces prochaines semaines » Contre la guerre, la solidarité internationale!

BRÈVES DE COMBAT

INDEMNITÉ REP/REP+ pour les Assistant-es d'Éducation (AED) !

Le Conseil d'État a rendu le 12 avril 2022 sa décision dans la procédure engagée par SUD Éducation il y a un peu plus d'un an en ordonnant au Premier ministre l'attribution de l'indemnité REP/REP+ aux Assistant-es d'Éducation (AED, AP et APS). SUD Éducation a mis en œuvre tous ses moyens syndicaux pour en finir avec cette inégalité de traitement entre les personnels qui travaillent en éducation prioritaire. Le Premier ministre dispose à présent d'un délai de six mois pour ordonner l'attribution de l'indemnité REP/REP+ à tous les personnels AED qui travaillent en éducation prioritaire. Cette victoire en appelle d'autres et est un point d'appui important

dans un service d'urgence. Parce qu'on craque quand on découvre une patiente décédée sur un brancard alors qu'elle avait des chances de survie. Nous ne sommes pas des machines. La population n'est pas une marchandise et elle a droit aux soins avec dignité et confidentialité ainsi que d'avoir un lit pour être soignée.

MÈRE ET COMÉDIENNE Soutien à Jamila !

À l'annonce de sa 2^e grossesse (à 1 mois et demi à peine), Jamila, comédienne associée au Studio Théâtre de Stains, est retirée de toutes les pièces où elle doit jouer. Violence, agressivité et mépris de la direction: « Tu nous as trahi »; « Il faut choisir entre être comédienne et avoir des enfants. »; « Tu finiras femme au foyer... » À son retour de congé mat', en mai 2021,

RE TRAITE

LES PRINCIPALES REVENDICATIONS

La crise sanitaire a fait ressortir la fragilité des plus vulnérables, et creusé les inégalités. La rupture sociale où nous précipite l'ultra-libéralisme fait d'autant plus ressortir la nécessité de remettre en place des solidarités.

Les retraites font partie du socle de solidarités que **Solidaires défend**, sur la base d'une solidarité intergénérationnelle et redistributive. Elles s'inscrivent dans l'ensemble des droits sociaux du statut permanent du/de la salarié·e, pour une continuité de droits salariaux et sociaux face aux risques et aléas de la vie du/de la travailleur·euse, dont la vieillesse. Des retraites dignes font donc partie intégrante du projet de société de Solidaires, et du partage du travail que nous défendons.

SOLIDARITÉ
INTERGÉNÉRATIONNELLE!

Dans un système par répartition, nous ne finançons pas notre propre retraite. Les pensions versées à un instant T sont une part de la richesse créée par les actif·ves : c'est la solidarité intergénérationnelle qui s'exerce. Nous voulons de la visibilité pour nos retraites et revendiquons

un **taux de remplacement public/privé de 75 %** du revenu antérieur **sur la base des meilleures années ou du dernier traitement**. Les régimes complémentaires doivent être intégrés dans les régimes de base en annuités, et les réformes régressives abrogées.

JUSTICE SOCIALE,
VIVRE,
PAS SURVIVRE!

Trop de gens deviennent des retraité·s pauvres. Salarié·es à bas salaires, salarié·es ayant subi des périodes interruptives (précaires, chômeur·euses, femmes...), qui pèsent sur le niveau de leur retraite à cause de la décote... Les 25 meilleures années (au lieu de 10 en 1993) pèsent aussi sur le niveau des retraites... **Pour Solidaires, pas de retraite inférieure au SMIC! Et c'est non à la décote!**

TRAVAILLER PLUS LONGTEMPS ?

NON !

PARTAGER LE TRAVAIL !

Concernant l'âge de départ en retraite, en 2019 seulement 34 % des 60-64 ans étaient encore en emploi. La durée moyenne de cotisation validée est en moyenne de 37 ans, ce qui correspond à une retraite à 60 ans. Pendant ce temps, le chômage des jeunes est très élevé... Il n'y a pas de justification à garder un âge légal de départ en retraite à 62 ans. De plus l'écart d'espérance de vie entre cadres et ouvrier-es reste important (selon l'INSEE : 84 ans pour les cadres, 77,6 ans pour les ouvrier-es, soit plus de six ans) et, quoiqu'en ait dit le Président des Riches, la pénibilité, ça existe toujours ! Travail de nuit, horaires décalés, port de charges lourdes, etc., ces salarié-es qui subissent une usure professionnelle particulière qui génère des difficultés sérieuses à rester en emploi doivent pouvoir bénéficier d'un départ anticipé.

Pour Solidaires, Il faut réaffirmer le droit de partir à la retraite à 60 ans, avec départ anticipé pour pénibilité de 5 ans sur cet âge légal.

RÉTABLIR

L'ÉGALITÉ HO-FEMMES AUSSI À LA RETRAITE

C'est un fait, l'inégalité F/H s'aggrave à la retraite. En activité, l'inégalité salariale F/H est de 25 %, et de 40 % à la retraite (30 % réversion comprise). 43 % des femmes sont au minima de pension. Tant que l'égalité des salaires et dans la prise en charge des enfants n'est pas réalisée, **Solidaires exige le maintien des droits familiaux pour les femmes par**

une majoration des retraites au niveau des inégalités de salaires constatées. Le temps partiel pénalise la retraite des femmes: nous revendiquons une **sur-cotisation patronale équivalente à celle d'un taux plein sur l'emploi à temps partiel.** Solidaires demande aussi la mise en place d'un congé parental partagé et bien rémunéré. **Enfin, pour l'égalité des droits, Solidaires revendique l'extension des pensions de réversion aux Pacs et concubinages reconnus.**

PARTAGÉ DES RICHESSES, PARTAGE DU TRAVAIL !

Les retraites ne coûtent pas un pognon de dingue, elles constituent une part des richesses qui revient aux salarié-es après une vie de labeur, c'est du salaire socialisé. Une part du PIB leur revient ! Trop de pognon part dans les mains des actionnaires du CAC 40: pas moins de 51 Mds€ en 2022. Les capitalistes nous coûtent cher ! Pour Solidaires, il faut reprendre dans la poche des actionnaires ce qui revient aux salarié-es par **une cotisation sociale sur les dividendes, la participation, l'intéressement...** Au-delà, financer les retraites, c'est aussi **mener une politique de l'emploi déterminée**, en conditionnant les aides publiques aux entreprises, en relocalisant les emplois, en diminuant le temps de travail : 32 h dès maintenant sans perte de salaire ni flexibilité. La bataille pour l'emploi assure le financement des retraites.

LES JEUX DE L'ÉTÉ

DANS LE MILLE

Les réponses ici :



Vous les avez reconnus ?

CHARADE & ANAGRAMMES

Trump était un bâtisseur de mon premier
Mon second est le péril de Jean-Michel
Mon troisième est le début d'un périple
Mon quatrième ne dit pas la vérité
Mon cinquième est au centre du chocolat
Mon tout a été recalée à l'OIT
(et ouf !)

Et là c'est qui ?

MR MANU LE MECANO
LA SÉVÈRE CRISPEE
MANDARIN D'ALGER
FARCIR SON BOYAU
LARDON HÉLAS NOCIF
CANTAL DEGUEU
LENINE RAMPE

RETRAITES

« \$I ON PART À 60 AN\$,
ON ÇOUL€ L€ \$Y\$TÈM€
D€\$ RETRAIT€\$!!! »

RETRAITES





REPARTITION!

PARTAGEONS

LE TRAVAIL

**IL N'Y A AUCUN PROBLÈME
DE FINANCEMENT DES RETRAITES,
IL Y A UN PROBLÈME
DE PARTAGE DES RICHESSES !**

Union
syndicale

Solidaires

Questions à :

SUD Education fait partie du Collectif contre les LGBTphobies en milieu scolaire. Fatna qui y est mandatée par SUD Education nous explique le travail du collectif.

Ce collectif s'est créé en 2004 à la suite d'une table ronde réunie lors du Printemps des associations, organisé par l'InterLGBT sur le thème de l'éducation.

Le Collectif éducation LGBT est aujourd'hui constitué de 11 organisations et syndicats représentant l'ensemble de la communauté éducative : parents d'élèves - personnels - lycéen-nes - étudiant-es : FCPE, Ferc-CGT, FSU, Sgen-CFDT et Fep-CFDT, Sud Éducation, UNSA Éducation, FIDL, Solidaires étudiant-es, UNL, UNEF.

Vos derniers communiqués dénonçaient la transphobie en milieu scolaire, peux-tu nous dire quelles actions vous essayez de mettre en place ?

Les derniers communiqués ont dénoncé les suicides d'élèves et d'étudiant-es victimes de transphobie et de lesbophobie. Le collectif et les associations ont interpellé le ministère suite au suicide de la jeune lycéenne Avril-Luna. Ensemble nous avons participé à l'élaboration d'un matériel spécifique à la transidentité pour élaborer un vademecum.

Ce document d'une quarantaine de pages était attendu pour le 17 mai 2021 mais il n'est jamais sorti. À la place, nous avons eu droit à une circulaire parue le 29 septembre. La circulaire est problématique car elle contrevient à l'intérêt supérieur de l'enfant (communiqué : vu.fr/DCDr) Nous avons interpellé la défenseure des droits à ce sujet.

Nous l'avons aussi interpellée sur des problématiques sur les bulletins de salaires ou sur les pensions retraites pour les personnes trans de l'éducation nationale.

Quels sont les freins que vous rencontrez ?

Le plus grand est l'absence réel de moyens pour lutter efficacement contre les lgbtphobies. Cela est sûrement dû aux réticences qui viennent principalement du ministère et de Blanquer en particulier et cela a des ricochets au niveau local.

Nous tentons d'interpeller les différents rectorats pour avoir des informations sur ce qui est mis en place en termes de formations et de moyens de lutte contre les LGBTphobies en milieu scolaire et universitaire. Nous constatons que certaines académies semblent faire le travail et que d'autres ne font pas le nécessaire ou pensent le faire. Nous attendons toujours des réponses de certaines académies qui n'ont toujours pas répondu à nos sollicitations.

Le collectif propose des formations internes et a pu participer à des formations aussi bien à l'échelle académique qu'à l'échelle nationale. Mais il y a une certaine lenteur alors qu'il y a urgence à former tous les personnels et à sensibiliser tou-tes les élèves sur les LGBTI.

Quelles sont vos revendications immédiates ?

- Il faut défendre les personnes touchées par ces discriminations tant individuellement que collectivement ;
 - Les cours d'éducation à la sexualité et à l'affectivité doivent être dispensés partout par des personnels eux aussi formés ;
 - Une campagne de sensibilisation contre les LGBTphobies doit être diffusée de façon massive, dans tous les établissements scolaires relevant des ministères de l'éducation nationale, de l'agriculture et de la santé ;
 - Des supports pédagogiques utilisables dans de nombreux enseignements et à travers des projets d'établissements doivent être créés et promus ;
 - Les interventions en milieu scolaires doivent être favorisées par des agréments plus larges, des associations représentatives de la diversité de la population LGBTI doivent pouvoir intervenir partout en prévention des violences, non seulement de manière curative.
- Les LGBTphobies n'ont pas leur place à l'école ni dans notre société. Pour parvenir à changer notre société, cela commence à l'école.

mail : collectif_educ_lgbt@framalistes.org

facebook : [@CollectifEduLGBTI](https://www.facebook.com/CollectifEduLGBTI)

site : collectifeduculgbtphobies.wordpress.com

Qui a peur de SUD CT à Henin-Beaumont, ville gérée par le R. Haine ?

Deux agent-es représentant-es le syndicat SUD Collectivités Territoriales ont été pris-es pour cible par le maire d'Henin-Beaumont parce qu'il et elle ont « osé » organiser une manifestation du 1^{er} mai, journée internationale des travailleurs, dans leur ville.

L'appel à mobilisation s'est fait sur la base de la dénonciation de la situation faite au service public local, et aux agent-es qui le font vivre (heures sup. sont non rémunérées, placardisation, brimades, sanctions disciplinaires, inégalités salariales femmes/hommes, déroulement de carrière chaotique, baisse des budgets et des moyens humains, précarisation, externalisation et privatisation, explosion des arrêts maladie, clientélisme...).

En réaction, Un courrier violent calomnieux, jetant leurs noms en pâture, a été envoyé par le maire à chaque agent-e de la collectivité pour faire pression sur les militant-es et dénoncer l'organisation d'une soi-disant manifestation politique.

Ces attaques, par courrier puis sur Facebook, pointent nommément nos camarades mettant clairement en cause leur engagement syndical et disqualifiant leur fonction de représentant-es du personnel pourtant confié par le personnel municipal.

La réaction brutale du maire d'extrême droite d'Henin-Beaumont révèle la vraie nature de son parti à l'égard du monde ouvrier et de l'action syndicale. Elle révèle son intolérance face à toute opposition ou critique au sein de la mairie. Elle révèle aussi, une véritable déstabilisation face à l'action de SUD.

Si, comme il le prétend, l'action syndicale de SUD est si insignifiante et illégitime... Pourquoi une telle débauche d'énergie pour la parer ? C'est parce que nos militant-es défendent les agent-es, le service public, le statut public, combattent et rendent visibles les régressions sociales instaurées par l'extrême droite, que Steeve Briois déploie tout son arsenal pour les réduire au silence.

La Fédération SUD CT salue le courage de ses 2 militant-es et réaffirme son soutien à la section d'Henin-Beaumont. Elle sera attentive et réactive à la moindre action de rétorsion à leur égard.

**ON AIME NOS VILLES,
ON DEFEND NOS
SERVICES PUBLICS
ET LES AGENT-ES
QUI LES FONT VIVRE !**

Les syndicats de la fédération SUD CT syndiquent tous les personnels (titulaires, stagiaires, précaires de droit public et privé) des collectivités territoriales et établissements relevant de leur compétence.

Création : 1997
Nombre d'adhérent-es : 7 000
mail : fedesudct@gmail.com
sud-ct.org
facebook : @fedesudct



Retour sur...



8 mars Cette année encore sous le mot d'ordre «Grève Féministe», impulsé par nos sœurs et adelphe espagnoles en 2018, des dizaines de milliers de femmes se sont mobilisées dans les rues partout en France et dans le monde. Pour l'égalité, pour des métiers revalorisés, pour vivre dans une société qui ne soit pas patriarcale, qui soit débarrassée des violences sexistes sexuelles, racistes et LGBTphobes, en solidarité avec les femmes du monde entier, et pour pouvoir disposer de nos corps librement...



Non au mégabassines!

A l'appel des collectifs Bassines non merci et Les Soulèvement de la terre, de la confédération paysannes, d'Attac et Solidaires notamment, plus de 6 000 personnes se sont données rendez-vous dans le marais poitevin les 25, 26 et 27 mars dernier pour un Printemps maraîchin et dire non aux constructions de mégabassines. Ces projets d'accaparement de l'eau pompée dans les nappes phréatiques, au seul profit de l'agro-agricultures, sont une hérésie écologique, une catastrophe pour la biodiversité. **No bassaran!**

Partageons (sur) le travail

une campagne inédite et ambitieuse de l'été 2022 à l'été 2023, au congrès de Solidaires, en septembre dernier, nous avons décidé de construire une campagne d'action syndicale de grande ampleur qui soit « offensive » sur la question du travail au sens large.

Son objectif de fond est d'être capable de mobiliser toute l'Union pour porter nos positions et notre projet syndical.

Nous allons proposer un syndicalisme « *en positif* », mobilisateur, capable de montrer ses spécificités et de donner confiance au maximum de personnes pour nous rejoindre. Un syndicalisme capable d'avoir des revendications immédiates, pour l'urgence du quotidien, mais aussi d'avoir un projet de transformation sociale, pour améliorer les choses en profondeur.

En quoi c'est une campagne inédite ? C'est que nous allons la mener évidemment de façon interprofessionnelle, avec du matériel et des initiatives de l'Union,

mais également, en parallèle, dans nos secteurs et territoires, pour être au plus près des particularités de chacun et chacune. Et d'imaginer aussi la façon dont nous avancerons avec nos partenaires syndicaux et plus largement du mouvement social.

Nous avons dégagé 4 grands moments avec à chaque fois un thème général :

— **De juin à septembre 2022, nous allons travailler sur les retraites et la protection sociale.** Il s'agira de détruire les idées reçues et les mensonges (l'allongement de l'espérance de vie oblige sans évoquer la durée de vie en bonne santé, la dette qui obligerait à augmenter le temps de travail...). Nous allons construire un matériel clair sur nos revendications. Ce moment vise à porter la discussion sur la finalité du travail et sur le partage des richesses actuelles. Mais aussi de convaincre que se syndiquer Solidaires c'est soutenir et rejoindre un outil démocratique de protection et d'action.

— **D'octobre à décembre 2022 nous mettrons les services publics au centre de la campagne.** Il s'agit de montrer leur place primordiale pour le bien commun dans notre société, ce qui passe par leur renforcement et leur extension. Cela implique d'avoir des recrutements à la hauteur des besoins de fonctionnaires, une fonction publique indépendante au service de l'intérêt général, protectrice, un vrai plan de titularisation général et sans condition des précaires, mais aussi de pointer les nouveaux services publics que nous souhaitons créer.

— **De janvier à mars 2023 nous avancerons sur la question de la transition écologique.** Il s'agit d'accélérer la réflexion et les propositions concrètes dans les syndicats sur le sujet, en particulier sur la question des reconversions écologiques. Quelles revendications et quels leviers dans nos secteurs et territoires pour faire face à l'urgence climatique ? Les secondes journées « reconversions sociales et écologiques » devraient se tenir au second semestre 2022 et donneront des éléments concrets pour alimenter cette thématique. Solidaires a également proposé à la FSU et à la CGT d'organiser des rencontres intersyndicales écologistes, sur le modèle des intersyndicales femmes.

— **Enfin, d'avril à juin 2023, nous allons réfléchir sur la démocratie au travail.** Quelles sont les alternatives possibles dans la démocratie au travail, ce qui oblige à réfléchir sur la forme des entreprises et administrations, et de reposer la question du pouvoir des travailleuses et des travailleurs (coopération, autogestion...), en étant capable de remettre en cause des organisations du travail présentées comme évidentes et de peser dans le débat public avec la création d'un « futur désirable » décidé par les travailleurs et travailleuses qui rompt avec le « *there is no alternative* » (au capitalisme).

Pour chacune de ces thématiques générales, nous allons y insuffler ce qu'est Solidaires.

Et la fin d'une campagne, ça se prépare. Une apparition revendicative forte, un temps fort de formation et d'intégration des nouvelles et nouveaux adhérent-es, un rassemblement large pour dynamiser et massifier le mouvement social : plusieurs pistes complémentaires sont travaillées et seront rediscutées en comité national. Et en 2023, ce seront les 25 ans de l'Union syndicale Solidaires, ça se fête ! ;-)

Vous voulez relayer la campagne ?
partageonsletravail@solidaires.org



À NANCY, POUR UNE CONTRE-OFFENSIVE LARGE ET ANTIFASCISTE !

Pour ce numéro, on vous emmène pour un tour d'horizon des activités antifascistes des camarades du 54. Une version plus longue de cet article, écrit par la Commission antifa de Solidaires 54, paraîtra dans le prochain numéro des Utopiques. Au début de l'été 2013, dans un contexte de montée de l'extrême droite et suite au meurtre dramatique de Clément Méric à Paris, le BAF s'est créé à Nancy (Bloc AntiFasciste Nancy). Collectif d'individu·es, syndicalistes, militant·es de partis politiques, lycéen·nes et non encarté·es, le BAF a d'emblée réuni plusieurs dizaines de personnes de traditions très différentes à gauche, de plusieurs générations, toutes s'inscrivant dans une perspective anticapitaliste.

Dans la foulée, des militant·es ont organisé la première réunion du Bloc AntiFasciste-Nancy, seconde période ! Retour du BAF donc, avec des militant·es issu·es des rangs de Solidaires 54, de la CGT locale, de l'UCL-Nancy, des étudiant·es, des féministes, des non-encarté·es, des jeunes et des moins jeunes. Comme à la première période, c'est un joyeux mélange un peu foutraque, réellement mixte, qui a vite su travailler intelligemment ensemble. Depuis seulement un an, le boulot abattu est non négligeable : plusieurs tractages et présences aux manifestations écolos, antifas, pacifistes ou sociales, à Nancy ou aussi en soutien aux voisin·es antifas de Metz, de Reims ou de Strasbourg ; deux AG antifascistes



Beaucoup d'actions, de réunions publiques et d'initiatives ont eu lieu, jusqu'à 2017, date à laquelle l'activité du BAF s'est ralentie.

Début 2019, plusieurs militant·es de Solidaires 54 ont (re) pris conscience d'un besoin de travail et de formation dans le cadre de la lutte syndicale contre l'extrême droite. Même à Nancy, le monde des travailleuses et des travailleurs n'est pas protégé contre ce fléau. Solidaires inclus... Après une formation avec l'association intersyndicale VISA et une grosse mobilisation unitaire de plusieurs mois contre l'ouverture d'une librairie d'extrême-droite, Solidaires 54 s'est officiellement doté en avril 2021 d'une commission antifa. Début juin 2021, après quelques mois pour construire un programme de formation antifasciste, local et offensif, la première formation de lutte syndicale contre l'extrême droite a été proposée par Solidaires 54, sur Nancy et sur Metz.

Le 12 juin 2021, à Nancy comme ailleurs, une quinzaine d'organisations a manifesté « pour les libertés et contre les idées d'extrême droite ». Un peu plus de 600 personnes ont constitué un cortège jeune, animé et revendicatif !

(50-100 personnes à chaque fois) pour construire de manière encore plus large une riposte contre l'extrême droite ; collages et décollages inter-orgas, stickage et manifestation, création d'une liste de diffusion pour partager les infos locales antifas, soirée-concert, mobilisations contre la librairie nancéenne d'extrême droite, tractages, créations d'affiches et de visuels, etc.

Le BAF scrute aussi, se renseigne puis informe régulièrement sur les activités de l'extrême droite locale. Plusieurs articles ont déjà été publiés, et de tout ce travail quasi quotidien, **une cartographie assez complète des fachos locaux a été créée et est régulièrement diffusée (vu.fr/eYHf)**. Avec un objectif clair : « Les extrêmes droites à Nancy et alentours, les connaître pour mieux les combattre ». **Plusieurs militant·es de SUD-Solidaires, comme d'autres orgas locales, contribuent humainement et techniquement à tout ce travail antifa de fond. Solidaires 54 met son outil syndical à disposition du BAF, notamment pour imprimer de la propagande. Et le BAF-Nancy a encore plein de projets en tête, comme rencontrer les groupes antifas du Grand-Est : se connaître et se lier pour se soutenir et agir ensemble !**

L'avenir au présent !

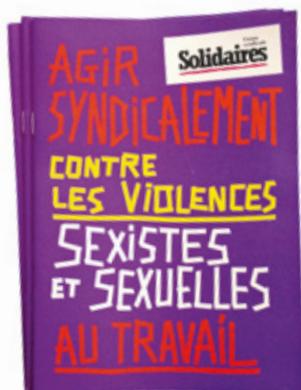
SIMPLE
COMME
BONJOUR



Nina Léger

Les Rencontres de l'été

Cette année Solidaires relance les Rencontres de l'été. Elles se dérouleront du 27 juin au 1^{er} juillet 2022 dans la station associative des Karellis située dans la vallée de la Maurienne. Le format prévu est de 80 à 100 stagiaires inscrit-es par l'ensemble de nos structures. Rapprochez-vous de vos structures ou de votre Solidaires local pour vous inscrire.



Agir syndicalement contre les violences sexistes et sexuelles

Dans la continuité des priorités décidées lors de la dernière assemblée générale du CEFI Solidaires, notre institut de formation a programmé en 2022 plusieurs sessions afin de former de nouvelles animatrices et nouveaux animateurs de formation. Après des sessions consacrées à notre action syndicale

contre l'extrême-droite ou encore face à l'urgence climatique, à la mise en œuvre d'enquêtes-actions ou à la formation de nos équipes dans les CSE, une session de formation de formateur-trices « Agir syndicalement contre les violences sexistes et sexuelles » sera organisée du 19 au 21 septembre prochain à Paris.

Toutes les structures de Solidaires sont invitées à y inscrire des stagiaires pour pouvoir décliner cette formation dans un maximum de Solidaires locaux !



Martin Noda

FIÈRES !

Face à la montée des discours réactionnaires et LGBTQIphobes ; face à la multiplication des violences tant en France qu'à l'étranger à l'encontre des minorités ; face aux politiques libérales qui accroissent la vulnérabilité de celles et ceux qui subissent déjà quotidiennement les oppressions.

Descendons dans la rue, continuons de nous battre pour de véritables politiques de lutte contre les LGBTQIphobies et contre le sexisme !

Car être visible et défendre ses droits, c'est politique !

Les dates des marches des fiertés à venir en France : vu.fr/WKqs

Université d'été
européenne
des mouvements sociaux

À Moenchengladbach

L'été 2022 à Moenchengladbach devrait être passionnant : après les dernières universités d'été européennes des mouvements sociaux en 2014 à Paris et en 2017 à Toulouse, nous nous retrouverons à nouveau en Allemagne en 2022 ! Dans les locaux de l'université Hochschule Niederrhein, nous partagerons nos expériences et nos connaissances et discuterons d'idées explosives et porteuses d'avenir pour un autre monde !

Nous vivons cette rencontre comme un lieu de débat et d'action dans un lieu symbolique de la résistance à la destruction du climat : le bassin de lignite rhénan. Plus d'un millier de personnes sont attendues ! Solidaires y animera des ateliers. Plus d'informations : esu22.eu/fr



Rencontres d'élus CSE

Plus d'une centaine d'élus CSE de différents secteurs d'activité se sont réunis les 7 et 8 avril à l'initiative de Solidaires 69.

Deux journées à la Bourse du Travail de Lyon pour partager leurs expériences, s'interroger sur leurs pratiques et construire le rapport de force dans l'entreprise en s'appuyant sur les CSE sans limiter notre activité syndicale au fonctionnement de l'instance !

Des rencontres similaires sont d'ores et déjà programmées en Lorraine et en Aquitaine, des initiatives à encourager !

ET MAINTENANT ?

La séquence des élections présidentielles a été rude : Nous retrouvons Macron à la tête du pays, avec un score inégalé dans les urnes de Le Pen, l'arrivée d'un Zemmour, qui nous imposent de repenser, de renforcer notre lutte contre l'extrême droite quoiqu'il advienne ! Ce sont bien les politiques antisociales et liberticides, l'entretien des peurs et des haines, la désespérance, qui renforcent l'extrême droite. Nos luttes, encore plus si elles sont victorieuses, les feront reculer. Nous n'attendrons pas une forte aggravation, comme l'ont connu les habitant·es de la Hongrie ou du Brésil. **Pendant ce temps, la crise sociale et la crise écologique s'approfondissent sur fond de guerre en Ukraine.** Entre l'inflation galopante et le réchauffement climatique, nous avons toutes les raisons de remettre en cause le système capitaliste. Et maintenant ? **Il est des impératifs qui passent par nos capacités à lutter et à construire des contre-pouvoir syndicaux forts.** Pas à pas. Mais nous devons désormais convaincre chaque personne autour de nous, retrouver le contact direct des salarié·es et de l'ensemble de la population. Construire le collectif.

Nous devons nous rapprocher concrètement d'autres organisations syndicales et de luttes, des mouvements féministes, antiracistes, écologistes, lgbtqi+... pour gagner en capacité d'action, de persuasion, retrouver de l'espoir, faire incarner notre projet syndical de défense du quotidien et de transformation sociale, le faire gagner. C'est un défi. Un défi vital. Nous allons le relever !

Union
syndicale
Solidaires

